

# Gratuité de l'École : une nécessité de justice et d'égalité

Comme à chaque rentrée, le marronnier de l'allocation de rentrée scolaire (ARS) revient avec son lot de caricatures, de contre-vérités, de mépris de classe et de racisme social. L'omniprésence de ce sujet dans les médias sert avant tout à cacher le coût de l'école, particulièrement pour les familles qui ont les revenus les plus faibles, celles-là même pointées du doigt dans les médias réactionnaires.

## Des frais exorbitants

Si cette allocation couvre une grande partie des dépenses de rentrée, c'est loin d'être le cas pour celles tout au long de l'année : transport, restauration scolaire, assurances, activités périscolaires, sorties et voyages pédagogiques, internat, réassort de matériel, équipements (matériel technique, numérique, habillement) ...

C'est entre 1500 € en moyenne en primaire et plus de 2000 € au lycée que les familles doivent dépenser pour assurer une scolarité correcte à leurs enfants chaque année. Un coût exorbitant pour bon nombre de familles.

## ■ Inégalités

Les familles les plus impactées par ce «*coût*» de l'École sont bien entendu les plus pauvres. Plus le revenu moyen d'une famille est faible, plus le coût de la scolarité est important : ce devrait être l'inverse !

Cette injustice vient en grande partie des inégalités créées par le financement de l'École par l'État et les collectivités. Certaines mettent la main à la poche (matériel en LP, fournitures scolaires, transports gratuits...). Mais ce n'est malheureusement pas le cas partout. **Pour rappel, l'État ne finance que 65% de l'enseignement primaire** (dont 80% sert à rémunérer les personnels publics et privés) laissant ainsi une part importante aux collectivités territoriales (32%) et 3% aux familles.



Ce financement territorial inégal crée, de fait, des inégalités de traitement. Ici, des enfants sont privés d'un repas sain et équilibré. Ailleurs, on restreint le choix des formations face aux coûts des internats. Plus généralement on offre des conditions d'accueil bien différentes selon où l'on vit.

Des aides existent (bourses, pass-sport, réductions d'impôts...), mais elles sont largement insuffisantes et critiquables : certaines dépendent des revenus (excluant ainsi un couple au SMIC) et supposent une recherche d'informations ou la constitution de dossiers qui peuvent s'avérer particulièrement excluantes.

Quant aux réductions d'impôts, elles ne concernent que les contribuables et ne bénéficient donc pas aux plus précaires.

**Pour offrir un égal accès à l'éducation émancipatrice que l'on souhaite à nos élèves et gommer les inégalités sociales, l'État doit reprendre la main sur le financement et mettre les moyens nécessaires pour que l'École gratuite ne soit pas qu'un slogan sans réalité concrète.**

Lambert FOURNEL